

Métropole : une « bonne gestion » qui fait débat

Christian Estrosi s'est félicité des « indicateurs objectifs » de sa « bonne gestion ». Réunis à Isola ce matin, les conseillers des 49 communes doivent avaliser le bilan financier de 2018

C'est une première. Ce matin, le conseil métropolitain est délocalisé loin de la Prom³ et de son CUM, habituel lieu de rendez-vous des élus des 49 communes de Nice Côte d'Azur. Ces derniers sont convoqués à 10 heures à Isola (salle polyvalente du centre Aquavalée).

Au menu des débats ? L'attribution, à la Fondation du patrimoine, d'une subvention d'un euro par habitant de la Métropole pour la reconstruction de Notre-Dame-de-Paris (soit environ 550 000 euros), l'instauration de trois jours de gratuité à la mise en service des lignes 2 et 3 du tramway ou encore des engagements sur le plan environnemental.

Mais le plus gros morceau des discussions sera budgétaire, avec l'approbation des comptes de l'année 2018.

« Indicateurs incontestables »

Des chiffres déflorés vendredi matin devant la presse par le président de la Métropole, Christian Estrosi, pas peu fier de présenter « une lecture sur dix



Il y a un an, la création d'une part métropolitaine sur la taxe foncière enflammait les débats sur le budget de l'année 2018. Ce matin, les conseillers doivent avaliser les comptes. (Photo J.-F. O.)

ans de notre situation ». Une tribune politique ? Il s'en défend : « Non, ce n'est pas un discours politique que je vous présente mais une feuille comptable. Des comptes visés par le Trésor

public. Ce sont des indicateurs objectifs, incontestables. » « Transports, logement, urbanisme, assainissement, voirie, développement économique, aide aux commu-

nes à travers la dotation des solidarités... Cela fait maintenant dix ans que nous exerçons les compétences métropolitaines que nous avons décidé de mettre en commun. Pendant ces dix

années, plus de deux milliards d'euros ont été investis », s'enthousiasme le maire de Nice. Le résumé de l'année dernière : une baisse du budget de fonctionnement

« exemplaire, qui fait de la Métropole le premier ou le deuxième élève de France sur 320 collectivités de plus de 50 000 habitants », une capacité de désendettement optimiste, des subventions (notamment européennes) « en constante augmentation ».

« Fiscalité maîtrisée »

Des investissements dont la somme a crû « de 23 % en un an » et « de 138 % par rapport à 2008 ».

Mais aussi « une fiscalité maîtrisée », assène-t-il. Préférant citer la baisse de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, le chèque carburant ou le tarif préférentiel de l'abonnement à Lignes d'Azur pour les seniors plutôt que la taxe métropolitaine créée l'an passé sur le foncier. Et de conclure par une mise en garde à ses contradicteurs et opposants : « Discréditer ces chiffres, c'est porter atteinte aux intérêts et à l'attractivité de la Métropole. On n'a pas le droit de jouer contre les Niçois et les habitants de la Métropole. »

BENOÎT GUGLIELMI
bguglielmi@nicematin.fr

Quatre chiffres à retenir

► 0,17 %

La baisse des dépenses de fonctionnement de la Métropole « alors que le contrat financier signé avec l'État nous autorisait une augmentation de 1,35 % ».

► 8,3

En nombre d'années, la capacité de désendettement, « alors qu'une durée de 12 ans était autorisée », souligne Christian Estrosi.

► 2 milliards

En euros, la somme des investissements « dans l'économie locale » ces dix dernières années.

► 99 %

Le taux d'exécution du premier volet du « plan d'investissement 2018-2020 », qui prévoyait 420 millions d'euros annuels sur trois ans. « C'est plus de 90 opérations lancées sur le territoire métropolitain, pour un total de 139,3 millions d'euros sur les 140 votés », se réjouit Christian Estrosi.

Des opposants très critiques



L'élu socialiste Patrick Allemand. (Photo F. BT.)

Patrick Allemand (PS) : « Il y a la Métropole dont rêve Christian Estrosi et il y a la réalité des chiffres. Quand on regarde les recettes, on est loin du compte. Entre 2017 et 2018, le produit de la fiscalité des entreprises est passé de 124 à 126 millions d'euros [M€] pendant que celui des ménages doublait presque, de 87,2 à 151,2 millions d'euros. Désormais, l'essentiel des recettes fiscales ne provient plus des

entreprises mais des ménages. Faire de la "bonne gestion" en prenant dans les poches des contribuables, ce n'est pas très difficile... Quant à la capacité de désendettement, son chiffre est une arnaque absolue. Il annonce 8,3 années ? Il ne parle que du budget principal, celui sur lequel porte le contrat financier avec l'État. Or, c'est dans les budgets annexes que figure, par exemple, la dette du tramway.

C'est astucieux mais malhonnête. En prenant l'ensemble des finances métropolitaines, budget principal et budgets annexes, on arrive à une capacité de désendettement de 17,5 années. Enfin, il loue la solidarité avec les petites communes. Certes, la Métropole y a consacré 1,10 M€. Dans le même temps, le budget de l'accompagnement artistique de la ligne 2 s'élève à 1,9 million... »

Benoît Kandel (DVD) : « Christian Estrosi nous annonce quelque chose de mirifique. Mais s'il n'avait pas augmenté la taxe foncière de 15 % en moyenne pour les particuliers comme pour les entreprises, la Métropole se retrouvait en cessation de paiements. Si elle était une entreprise privée, elle serait contrainte au dépôt de bilan. Et tout porte à croire qu'on aura droit à une nouvelle augmentation l'an prochain, car le tunnel du tramway n'est pas terminé et qu'ils ne veulent pas communiquer sur les difficultés techniques ni sur leur coût. Sur les investissements, ce que dit Christian Estrosi est à la fois vrai et faux. C'est vrai, car le tunnel du tram coûte une fortune. Mais ça plombe les investissements dans les autres domaines. Si on compare avec Toulouse, la métropole la plus proche en nombre d'habitants, on investit moitié moins pour

le logement, beaucoup moins aussi pour soutenir le dynamisme économique et l'emploi... Notre stock de dettes, lui, a explosé : il dépasse 1,5 milliard d'euros et le tunnel n'est pas terminé. Notre dette par habitant est supérieure à celle de Marseille. C'est très imprudent : si les taux remontent, comment allons-nous rembourser ? La dette d'aujourd'hui, ce sont les impôts de demain... »



L'élu divers droite Benoît Kandel. (Photo F. E.)